

Les Frères Musulmans, ennemis des intérêts de l'Occident impérialiste ?

mardi 14 février 2012, par [DAHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 10 février 2012).

Sommaire

- [Qu'en est-il du processus](#)
- [Que reste-t-il des revendicati](#)
- [La révolution doit continuer !](#)

La victoire des Frères Musulmans (FM) en Tunisie (Al Nahda) et en Egypte (Parti de la justice et de la liberté), aux premières élections législatives libres un an après le début des processus révolutionnaires au Moyen-Orient et Afrique du Nord, ont refroidi un certain nombre d'observateurs, d'observatrices et de partisan·e·s de ces révolutions. On en vient même à parler d'un « hiver islamiste » après le « printemps arabe ».

Pourtant les FM n'étaient pas à la tête des mouvements populaires qui ont renversé les dictateurs dans leurs pays et poursuivent la lutte aujourd'hui (cf. solidaritéS n° 201). En Egypte, à l'exception de certains jeunes qui, après la chute de Moubarak, seront écartés du parti, les FM n'ont pas rejoint les mobilisations populaires le 25 janvier 2011, mais le 27 seulement. En Tunisie, seule une minorité des membres d'Al Nahda a participé aux manifestations et aux grèves qui ont conduit au renversement de Ben Ali.

Ainsi, l'arrivée au pouvoir des FM en Egypte et en Tunisie soulève diverses questions qu'il est utile d'examiner sérieusement lorsque l'on envisage la poursuite du processus révolutionnaire.

Qu'en est-il du processus démocratique ?

La transmission du pouvoir politique du Conseil suprême des Forces armées (CSFA) au Parlement a été demandée par plusieurs groupes en Egypte, mais les FM sont restés silencieux sur cette requête malgré leur victoire aux élections.

Les FM étaient, dans un premier temps, favorables à un transfert du pouvoir après les élections présidentielles, c'est-à-dire à partir de juin, mais pas maintenant. Face à la pression populaire, ils hésitent aujourd'hui sur la position à adopter.

En effet, depuis la chute de Moubarak en février dernier, les FM ont collaboré avec le CSFA. Le Guide suprême des FM, Mohamed Badie, a exhorté à plusieurs reprises les Egyptien·ne·s à soutenir ce dernier, tout en saluant son rôle de « soutien du peuple » et de « protecteur de la révolution ».

Les Frères musulmans ont également insisté à plusieurs reprises sur le fait que les différences d'opinions ne devaient pas se transformer en confrontation, mais qu'il fallait au contraire établir une

coopération entre le CSFA, le gouvernement intérimaire et le parlement élu. Dans le même ordre d'idées, ces derniers mois, les FM ont approuvé l'opposition du CSFA aux grèves. Les médias affiliés aux FM et à l'Etat ont lancé une campagne contre les partisans de la continuation de la révolution en les décrivant comme des criminels.

Mardi dernier (31 janvier), les partisans des FM ont empêché plusieurs centaines de manifestant·e·s réclamant le départ des militaires au pouvoir de parvenir au siège du Parlement.

En Tunisie, le gouvernement dirigé par Hamadi Jebali, membre d'Al Nahda, a récemment désigné, sans aucune concertation avec les syndicats, les gestionnaires et les directeurs de toutes les organisations de médias affiliés à l'Etat. De plus, la plupart des personnes nommées étaient proches de Ben Ali et affiliés à son parti, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), aujourd'hui interdit.

Que reste-t-il des revendications populaires ?

En Egypte et en Tunisie, les FM soutiennent les politiques néolibérales et le régime capitaliste. Ils n'entendent pas lutter contre la dette injuste de leur pays et veulent respecter les accords internationaux passés avec les pays de la communauté internationale et leurs institutions financières. Ils ne s'opposent pas aux politiques pro business des années passées et aux investissements consentis, mais s'en félicitent et en demandent davantage.

Les directions d'Al Nahda et du Parti de la justice et de la liberté se sont opposées à plusieurs reprises aux revendications sociales et économiques des mouvements populaires. En Tunisie, le leader du mouvement Al Nahda, Rachid Ghannouchi, a affirmé de nombreuses fois ces derniers mois que les demandes d'augmentations de salaire sont, dans cette période, contre-révolutionnaires. Hamadi Jebali, Premier ministre du gouvernement tunisien de transition et membre d'Al Nahda, a réitéré ce type d'affirmations tout récemment sur les plateaux d'Al Jazeera, en allant même jusqu'à imputer le déclin économique de la Tunisie « *aux phénomènes de sit-in, bloquant les routes et aux grèves sauvages* ». Il a ajouté que ces manifestations de masse ont empêché la mise en œuvre de nouveaux projets d'investissement qui allaient fournir des « *milliers* » d'emplois.

La solidarité avec les Palestinien·ne·s semble, quant à elle, en avoir pris un coup. En Egypte, les Frères musulmans ont répété à plusieurs reprises leur volonté de maintenir les accords de paix avec Israël, tout en affirmant leur volonté de conserver les zones industrielles qualifiées dans lesquelles les compagnies égyptiennes exportent leur produit vers Israël. Pour rappel, les FM avaient condamné, il y a quelques mois, l'attaque contre l'ambassade d'Israël lors de manifestations.

Rachid Ghannouchi a rencontré discrètement des officiels israéliens et des députés américains proionistes à Washington lors de son dernier voyage aux Etats-Unis et il a déclaré que la Constitution tunisienne n'interdirait pas des relations soutenues entre la Tunisie et en Israël.

La révolution doit continuer !

Les contradictions des FM apparaissent au grand jour pour ceux et celles qui ne les avaient pas vues auparavant. Ces forces politiques ne militent pas pour la continuation de la révolution et des changements radicaux au sein de leur société. Leur slogan du passé, « l'islam est la solution », ne porte plus et a quasiment disparu de la rue arabe pour être remplacé par les slogans révolutionnaires des révolutions « liberté, justice sociale et indépendance ». Nul besoin de parler d'un « hiver islamiste », car le printemps de ces révolutions n'a pas quitté la scène.

Vive la Révolution permanente !

Joseph Daher

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n° 203 (10/02/2012). <http://www.solidarites.ch/>